

Table ronde ministérielle

Québec, mardi 30 août 2011, 14 h-18h

Intervention à 16 h sur « une approche concrète de la gouvernance locale » (exemple du programme SOURCE) et sur le Forum mondial de l'eau

Mesdames, Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs les ministres, secrétaires d'Etat à l'Environnement,
Chers amis de nrg4SD,

Manque d'eau, trop d'eau ; désertification d'un côté, inondations de l'autre ; phénomènes violents caractérisés par l'irrégularité; et leurs conséquences, incendies de forêt, glissements de terrain ; et la nécessité de redéfinir des zones sûres d'habitat : l'eau, la ressource eau, est l'un des premiers éléments de notre environnement à être affecté par le changement climatique, nous confrontant à de nouveaux problèmes d'aménagement du territoire, de répartition de l'eau entre les différentes activités, entre les territoires, qui vont se poser de manière de plus en plus graves, notamment dans un bassin comme la Méditerranée dont ma région, la Provence, est riveraine.

Ce qui protège relativement une région comme la Provence, c'est une tradition séculaire, depuis l'Empire romain, ensuite avec les associations syndicales du Moyen Age, de la gestion d'une ressource rare. Il y a, dans la mémoire collective, une culture, une familiarité avec la rareté de l'eau qui est d'autant plus précieuse.

La gestion de l'eau est une affaire de solidarité territoriale, de solidarité et d'équilibre entre les différents usages. Il ne peut y avoir de bonne gestion de l'eau qu'intégrée, associant tous les acteurs. C'est avec cette sensibilité, cette expérience aussi, avec également mes responsabilités de président des régions méditerranéennes, que je me suis rendu en mars 2009 au 5 ème Forum mondial de l'eau à Istanbul, organisé de manière remarquable par nos amis turcs.

J'en suis revenu avec un sentiment mitigé. Un sentiment de frustration tout d'abord pour tous ceux qui, comme moi, militaient pour que l'accès à l'eau puisse enfin être reconnu comme un droit humain fondamental, et non seulement un besoin. Mais aussi un sentiment d'espoir en constatant le succès grandissant de ce forum qui avait réuni plus de 30 000 participants venus de l'ensemble de la planète.

Ce forum, quelquefois attaqué - et justement - parce que trop lié au business de l'eau, semblait toutefois commencer à rassembler toutes les parties: Etats, grandes et puissantes sociétés du secteur privé, société civile et, les autorités régionales et locales. Celles-ci n'avaient, il est vrai, qu'une place réduite, mais étaient nombreuses, s'étaient organisées en participant à des groupes de travail préliminaire, avaient préparé ce forum, rédigé des déclarations communes, notamment parce qu'elles sont de plus en plus les seules à pouvoir garantir cet accès fondamental à l'eau sans laisser l'ensemble

de la tâche au seul secteur privé. Il ne s'agit pas de renier le rôle du secteur privé qui a son importance en termes d'efficacité et de professionnalisme, mais bien de garantir une intervention publique à travers la gouvernance publique de l'eau pour veiller à ce que ses usages soient équitables et puissent profiter à l'ensemble de la population.

Il y a donc, nous le savons tous, autour de l'eau, un véritable enjeu de société qui dépasse très largement les seules questions techniques. Or, et c'est ma plus grande déception d'Istanbul, la déclaration, finale, en retrait en cela sur celle de Mexico, qui n'était pourtant pas bouleversante, ne mentionnait pas les autorités régionales et locales.

C'est cela, notamment, qui m'a motivé, pour défendre, avec le maire de Marseille et les autorités françaises, la candidature de Marseille et de toute sa région à l'organisation du 6ème Forum mondial de l'eau. Comme vous le savez, celui-ci se tiendra à Marseille, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, du 12 au 17 mars 2012, Marseille qui est aussi le siège du Conseil mondial de l'eau.

Quand je précise en Provence, ce n'est pas pour accaparer l'événement, mais parce que j'ai souhaité que toute la région soit associée à cet événement que nous finançons à hauteur d'environ 1 million d'euros.

Cette année qui précède le Forum est année régionale de l'eau. Diverses manifestations sont organisées de manière à associer la population, y compris les tenants d'un contre-forum, à associer tout particulièrement la Jeunesse.

L'organisation du forum est complexe. C'est une arborescence avec différents processus, sous-processus, sous- sous processus, etc., qui devra pourtant former un tout en débouchant sur une déclaration dont on attend qu'elle constitue une avancée en faveur d'une vraie gouvernance veillant au respect du droit fondamental d'accès à l'eau. Il y a un processus régional au sens de continental, un processus thématique, un processus politique où les autorités régionales et locales sont représentées.

Alors, bien sûr, en ma qualité de président de l'Organisation des Régions Unies-FOGAR, mais aussi de membre de nrg4SD, il ne me semblait pas pensable de ne pas explorer toutes les pistes possibles pour valoriser l'action politique que nos régions mènent sur la thématique de l'eau. Cet investissement j'ai commencé à l'imaginer et à le construire à travers 3 dimensions :

- La première est celle d'une thématique qui nous est chère, celle de la gouvernance publique de l'eau. La coordination de ces travaux a été confiée à l'OCDE et nous nous sommes rapprochés d'eux afin de coordonner une contribution des régions à ces travaux. De nombreuses réformes de la gouvernance de l'eau sont en œuvre dans les cinq continents. Elles ont pour trait commun d'associer de plus en plus le secteur public à cette gouvernance, marquant ainsi une certaine rupture avec la tendance forte à la privatisation qui a marqué ces trente dernières années, parce que celle-ci a été excessive. Dans ce mouvement de retour à davantage de poids du secteur public, il est

essentiel que nous puissions mettre en avant nos expériences régionales et en faire valoir toute la valeur ajoutée.

- La seconde dimension est celle de la Méditerranée. Pour une région comme la mienne il s'agit de notre deuxième continent. Nous sommes européens mais nous sommes AUCUN méditerranéens, identité indissociable de nos valeurs et de notre éthique. Dans le processus régional du forum se déroulera toute une dynamique dans laquelle ma région sera très impliquée en lien étroit avec l'Institut méditerranéen de l'eau et tous les réseaux de collectivités régionales et locales, comme la CRPM, au sein desquels sont engagées des régions comme Murcia en Espagne ou Puglia en Italie, d'autres encore.

- Je voulais aborder un troisième point avec vous à l'occasion de cette assemblée générale, celui de l'opportunité d'organiser ce que l'on appelle un panel de haut niveau afin de mettre davantage en lumière nos expériences régionales en la matière.

A cet égard, et notre Secrétaire générale me l'a demandé, je voudrais évoquer devant vous, une initiative que la Région Provence Alpes Côte d'Azur a développée, que l'on appelle le SOURCE, on comprend bien pourquoi, du moins pour les francophones, mais qui, de manière moins poétique, désigne un Schéma d'Orientations pour une Utilisation Raisonnée et Solidaire de la ressource en Eau. Au-delà du schéma lui-même et de sa construction, je voudrais vous parler de la démarche. En effet, dans notre Région qui a comme particularités d'être méditerranéenne, grande productrice agricole, très touristique, avec une demande en eau saisonnière exponentielle et qui subit très fortement des contraintes liées à la sécheresse ou aux inondations, nous avons un besoin criant de gérer les inévitables conflits d'usage.

C'est pourquoi j'ai lancé une large démarche de concertation afin de réunir l'ensemble des acteurs et des usagers. Cette démarche va permettre de produire une charte d'engagement sur les principes du partage de la ressource qui sera signée préalablement au Forum mondial de l'eau. Sans préjuger du devenir de cette charte et des actions qui en découleront, une réussite immédiate a été de travailler ensemble sur des stratégies à long terme de préservation et de définir des axes de gestion solidaire.

Car, au cœur des questions liées à l'eau, l'enjeu est bien d'assurer une solidarité et une équité entre territoires et de garantir le développement de chacun.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est une des deux seules régions françaises qui assure la gestion d'une infrastructure majeure, le Canal de Provence, qui alimente en eau une grande partie de notre région. Mais au-delà de ces grandes infrastructures de transfert d'eau, j'ai décidé de construire de nouvelles approches et de travailler davantage sur les équilibres entre l'offre et la demande. Car c'est en privilégiant des approches intégrées, déclinées en stratégies de bassin et en recentrant nos priorités sur les économies et la lutte contre les mauvaises pratiques, que nous parviendrons à promouvoir une gouvernance publique de l'eau équitable et respectueuse des besoins de chacun. Ainsi, notre région est engagée dans un partenariat avec nos

voisins de Languedoc-Roussillon et de Rhône-Alpes, Franche Compté et de Bourgogne pour gérer une ressource en eau capitale: le fleuve Rhône. L'État français et l'Union européenne nous apportent d'ailleurs des soutiens financiers pour cette gestion interrégionale complexe où l'intérêt de travailler ensemble, dans cet esprit de solidarité et d'équité, s'illustre au quotidien.

Je suis convaincu que vos régions ont toutes des expériences de ce type à faire valoir et que nous aurions tout intérêt à promouvoir, dans l'événement que nous souhaiterions organiser à l'occasion du Forum mondial de l'eau de 2012.

Comme cette assemblée générale de mg4SD est aussi placée sous le signe de la durabilité de nos réseaux, celui du rapprochement entre nos réseaux, de la recherche de plus de mutualisation de nos ressources dans des périodes budgétaires difficiles pour tous, il me semblait utile également en tant que président de l'ORU-FOGAR de soumettre à ng4SD la possibilité d'unir nos efforts dans l'organisation de cet évènement lors du Forum mondial de l'eau.

Ce matin, lors de l'atelier sur les ressources hydriques, plusieurs états fédérés et régions (dont le Québec), l'état de Goias au Brésil, l'organisation des gouverneurs du Mexique, la Wallonie, le Pays Basque, se sont dits prêts à jouer un rôle importants, ainsi que tous les autres gouvernements régionaux ici présents qui souhaiteraient joindre leur efforts pour l'organisation d'un tel évènement sont les bienvenus.

J'aimerais aussi, c'est un appel que je lance que les autorités régionales et locales de Durban, Durban qui avait également posé sa candidature à l'accueil du Forum Mondial de l'Eau, puissent être présentes, car cette candidature avait beaucoup d'atout et qu'il ne s'agit pas d'opposer Marseille à Durban, surtout que Durban va accueillir, entre temps, la prochaine conférence sur le climat.

Le bureau de l'ORU-FOGAR s'est réuni hier et s'est prononcé sur les modalités de notre participation au prochain Forum mondial de l'eau. Pour que nous ayons une chance d'aboutir et que notre message puisse avoir toute la résonance politique et médiatique nécessaire, il est essentiel que nos régions soient représentées dans un tel panel par les présidents, les gouverneurs, les têtes des exécutifs.

Vous savez comme moi combien il est difficile de se faire entendre dans de telles manifestations où les événements succèdent aux événements dans une période très courte, où de nombreux chefs d'Etats sont présents, ou de nombreuses entreprises privées, ONG, déploient des efforts considérables de communication. Si nous nous engageons dans cette voie ensemble, ce que je vous soumets aujourd'hui, nous devons le décider en ayant bien conscience de la rigueur et des exigences que cela appelle de notre part.

Je vous remercie de votre écoute et vous invite bien entendu chaleureusement, quelles que soient l'issue de nos discussions, à Marseille et dans ma région pour cet événement planétaire trois mois avant Rio+20.